

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL

Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 26 mars 2020

Résumé :

Les Gouvernements espagnols et portugais confirment leur priorité : garantir la continuité de l'approvisionnement alimentaire et la fluidité du marché.

La grande distribution s'organise pour répondre à la demande des achats en ligne.

En Espagne, la demande intérieure reste soutenue pour l'huile d'olive et la filière porcine est temporairement dopée par les crises sanitaires en Chine.

Des solutions innovantes se mettent en place pour favoriser le déplacement des travailleurs agricoles (autobus scolaires en Andalousie), dans un contexte de main d'œuvre qui reste tendu depuis la fermeture des frontières.

En Galice, toute la filière bois locale ralentit depuis que la principale entreprise de seconde transformation de la région a réduit son activité.

En Catalogne, arrêt des activités de pêche dans le port de Tarragone après que 2 pêcheurs et un membre de l'association de pêche local aient été testés positif au Covid-19.



ESPAGNE

Circulation des marchandises et des personnes

Afin de garantir l'approvisionnement de la chaîne alimentaire, le Ministère des Transports assouplit la réglementation relative aux transports d'animaux vivants. L'arrêté du 24/03 permet, à compter du 25/03 et jusqu'à la fin de l'état d'alerte :

- de prolonger jusqu'à 120 jours les autorisations de transports requises ;
- de supprimer les temps de repos obligatoires des conducteurs pendant le transport.

L'Andalousie repousse à octobre 2020 la date d'entrée en vigueur des nouvelles modalités de contrôle du transport de produits agricoles et forestiers (DAT). La période de transition pour l'application des nouvelles règles relatives au Document d'Accompagnement du Transport (DAT), censée s'achever en avril, est prolongée jusqu'en octobre 2020. Ce document, qui contient les informations nécessaires à la traçabilité des produits, devra être obligatoirement présenté aux autorités compétentes en cas de contrôle.

Filières agricoles

• Fruits et légumes

Une autre tempête à Murcie et Alicante ajoute aux difficultés causées par le Covid-19. C'est déjà la troisième dépression isolée à niveaux élevés (DANA) qui s'abat sur les régions de Murcie et Alicante. Ainsi, depuis le début de la saison d'automne-hiver, les tempêtes et les inondations n'épargnent pas cette zone qui concentre les plus grands volumes de production de légumes d'Europe. Ces aléas climatiques s'accumulent aux restrictions et aux difficultés de production dues au Coronavirus. Cette situation est résumée avec dérision par le président de Proexport, Fernando Gómez : « Nous faisons un "Master en gestion de crises" et je pense que nous aurons une bonne note ... ».

• Huile d'olive

La hausse de la demande d'huile s'étend à l'export. Suite à l'annonce de l'état d'alerte le 14 mars, la demande d'huile d'olive sur le marché espagnol a bondi de 126%, selon les estimations de Nielsen. Depuis, cette tendance haussière se répercute à l'export, sous l'effet de l'expansion de l'épidémie dans les pays clients de l'Espagne.

• Filière porcine

La filière porcine espagnole temporairement dopée par les crises sanitaires en Chine. Suite à l'épizootie de peste porcine africaine doublée de l'épidémie de Covid-19, la production chinoise de porc a

sévèrement chuté. La demande restant constante, les importations chinoises ont très fortement augmenté sur les deux mois de décembre 2019 et janvier 2020, en provenance d'Espagne notamment. Le pays a ainsi battu son record mensuel en décembre 2019 avec 270 000 t exportées vers la Chine, soit 4 fois plus qu'en décembre 2018. Cette dynamique d'exportation semble se maintenir sur février et mars 2020, malgré quelques difficultés logistiques liées à un manque de containers frigorifiques disponibles. L'Association espagnole des producteurs de porc (Anrogapor) se dit cependant prudente, et anticipe un repli à la fin de la double crise sanitaire (PPA et COVID-19). La filière porcine espagnole continue ainsi de réfléchir à la diversification de ses marchés d'exportation.

Pare-feu entre les employés : les élevages se protègent contre le Coronavirus. Des mesures sanitaires exceptionnelles se mettent en place dans les élevages afin protéger les salariés et maintenir l'approvisionnement en viandes. L'une d'elles consiste à créer des "pare-feu", c'est-à-dire des départements étanches entre les employés. Chez *Piensos Costa*, qui emploie plus de 1 500 personnes dans ses élevages porcins, des "mini-groupes" de trois employés "totalement indépendants" ont été créés pour éviter une éventuelle propagation du virus en cas d'infection d'une personne.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Dans la Rioja, les éleveurs et les vigneron demandent des mesures exceptionnelles. En plus d'une aide financière directe pour compenser leurs pertes, les éleveurs demandent une exonération des frais vétérinaires et autres services d'élevage pour l'année 2020 (au minimum), l'extension de la validité des autorisations pour le transport des animaux, et le financement intégral de l'assurance d'équarrissage. Les viticulteurs demandent quant à eux que le Gouvernement se porte garant pour les paiements aux fournisseurs et aux travailleurs, et qu'il permette plus de flexibilité dans le paiement des taxes nationales, régionales et municipales, avec des possibilités de réduction de taux (notamment de TVA) voire d'exonérations (notamment l'impôt sur les biens immobiliers et les cotisations de sécurité sociale).

Une municipalité organise la distribution et la collecte des boucles d'identification du bétail. Dans le contexte d'état d'alerte et face aux restrictions de déplacement qu'il implique, le Conseil municipal de Gozòn (Asturies) a proposé son soutien aux éleveurs afin de garantir le respect des règles de traçabilité tout en évitant de freiner la production alimentaire.

Distribution

La chaîne de magasins *El Corte Inglés* présente un dispositif de chômage technique pour 25 900 employés qui n'affectera pas les supermarchés d'alimentation. El Corte Inglés a présenté au ministère du Travail trois procédures de dispositif de chômage technique (ERTE), qui concerneront au total quelques 25 900 employés du groupe, travaillant principalement dans les branches grands magasins, vêtements et voyages.

L'avalanche de commandes fait exploser le service "en ligne" des GMS. Les 23 et 24 mars, le site internet d'Alcampo n'était pas disponible en raison de "travaux de maintenance". Pour Carrefour, il y a même une liste d'attente virtuelle. À Madrid, l'une des zones d'Espagne les mieux couvertes pour ce type de service, DIA ne dispose plus de créneaux horaires libres pour la livraison pendant sept jours. Mercadona a été le premier à suspendre son service de vente en ligne dans la capitale, anticipant l'avalanche de clients qui allait arriver dans ses magasins. Même les supermarchés 100% "en ligne", comme Lola Market, rencontrent de sérieuses difficultés.

Mercadona ajoute les personnels des services de santé, de la protection sociale et de la sécurité, ainsi que les pompiers, à sa liste des profils prioritaires pour effectuer ses achats dans ses points de vente. Les personnes âgées, en situation de handicap, à mobilité réduite ou enceintes bénéficient déjà de cette priorité. Cet élargissement prend effet le 26 mars dans tous les points de vente Mercadona du pays.

Mesures nouvelles de gestion de la main d'œuvre

En Andalousie, les travailleurs agricoles pourront se déplacer en autobus scolaires. Le Gouvernement local s'est déclaré favorable à l'emploi de ces moyens de transports, toujours facturés mais actuellement non utilisés suite à la fermeture des écoles, pour acheminer les travailleurs sur leurs lieux de travail respectifs. Des itinéraires régionaux pourraient ainsi être définis, en étroite collaboration avec les syndicats et organisations professionnelles locales.

Actions de solidarité

Le Conseil régulateur de l'IGP « Agneaux d'Estrémadure » fait don de 200 kg de marchandise aux hôpitaux de la région. Si la principale raison de ce don est évidemment la volonté de participer à l'élan général de solidarité, il permet également d'écouler une partie de la production pour laquelle la demande s'est effondrée ces dernières semaines.

Carrefour fait don de literie à l'hôpital de campagne d'Ifema. Carrefour a fait don de literie de sa marque "Tex" à l'hôpital installé au parc des expositions Ifema à Madrid. En outre, bon nombre de fournisseurs espagnols de Carrefour ont également adapté leur production pour fabriquer, entre autres, des masques et répondre ainsi aux nécessités dues à l'augmentation des hospitalisations et de soins qui se présenteront dans les prochains jours.

Secteur forêt-bois

Finsia, principale entreprise du secteur en Galice, réduit considérablement son rythme de production ; toute la filière bois locale ralentit. Spécialisée dans la fabrication de panneaux en bois agglomérés, l'entreprise a décidé de fermer les plateformes de stockage de pins de ses 4 usines galiciennes jusqu'au 30 mars minimum. Les opérations d'abattage sont donc quasiment à l'arrêt, et les usines de transformation fonctionnent au ralenti (production minimale pour répondre à la demande et recentrage sur des opérations de maintenance des équipements). Selon l'association des scieries de Galice (Fearmaga), cette paralysie impacte toute la filière, et notamment les scieries.

La fondation Cesefor accompagne les entreprises du secteur dans l'adaptation au contexte de crise sanitaire. Cesefor, qui fait office d'institut technique forestier dans la région de Castille-et-Léon, met à disposition des organisations et entreprises du secteur forestier un service d'assistance technique gratuit sur les solutions technologiques et organisationnelles pour adapter le travail en période de crise sanitaire.

Les ouvriers forestiers indépendants déplorent le manque d'applicabilité des mesures exceptionnelles à leur situation. Ces ouvriers, dans l'obligation de cesser leur activité faute de pouvoir se déplacer et confronté à la chute des commandes, demandent davantage de protection de la part du Gouvernement, notamment en matière de garantie de rémunération.

Les emballages bois considérés essentiels à l'approvisionnement alimentaire. La Fédération espagnole des emballages en bois et de leurs composants (FEDEMCO) se félicite de cette décision, qui prend en compte l'importance des entreprises de fabrication d'emballages et de conteneurs en bois dans le contexte d'état d'alerte, notamment pour le maintien de l'approvisionnement en fruits et légumes.

Pêche maritime et aquaculture

Suppression des limites de capture de maquereau en Cantabrie jusqu'à septembre. Le Secrétariat Général des pêches a publié Bulletin officiel de l'État (BOE), le 26 mars, une résolution supprimant jusqu'à la fin septembre les limites de capture de maquereau pour les bateaux de Cantabrie et du Nord-Ouest ayant un port d'attache en Cantabrie.

Arrêt de l'activité dans le port de pêche de Tarragone (Catalogne). Deux pêcheurs et un membre de l'association de pêche du port de Tarragone – l'un des principaux ports de pêche de Catalogne (flotte composée de 42 navires) – ont été testés positif au Covid-19 le 26 mars, entraînant l'arrêt immédiat des activités de pêche. Celui de Blanes (province de Gérone) a annoncé l'arrêt total de ses activités à partir du 27 mars, en raison de l'impact économique subi depuis l'entrée en vigueur de l'état d'alerte le 14 mars dernier.

Le Roi d'Espagne à l'écoute des pêcheurs galiciens. Le 26 mars, le président de l'association des pêcheurs de Galice (40 000 emplois dans cette région et 70% de la transformation espagnole de poisson) s'est entretenu par visio-conférence avec le Roi d'Espagne, Felipe VI, afin de l'informer des difficultés rencontrées actuellement par le secteur, notamment pour appliquer le protocole de protection contre le virus adopté lundi dernier par le ministère de l'Agriculture et de la pêche.



Marché alimentaire intérieur - Circulation des marchandises et des animaux

Les producteurs de fruits et légumes garantissent l'approvisionnement. Le secteur des fruits, légumes et fleurs a beaucoup contribué à l'économie portugaise et aux exportations depuis ces dernières années (plus de 3 Md€ de chiffre d'affaires en 2019). Les entreprises du secteur, membres de l'Association *Portugal Fresh*, ont adopté des mesures pour maintenir l'approvisionnement des produits frais en GMS. Pour le secteur des fleurs, la situation commence à se compliquer et l'écoulement devient difficile.

Consommation alimentaire élevée et ciblée. Les ventes en hyper et supermarchés ont augmenté de 14% entre février et mars, alors que la tendance de début d'année était de 6%. Les ventes les plus dynamiques concernent les conserves (+42%), les produits riches en vitamines C (kiwi +39%, orange +37%, clémentine +37%) et produits de bases (+36%). Les préoccupations liées à la santé et à l'hygiène sont au centre des achats. La réaction des portugais n'a pas été identique selon les régions. La région de Lisbonne et quelques villes du centre (Setúbal, Leiria et Santarém) ont été les premières à réagir et ce sont dans ces zones que la consommation a décollé.

Arrêt total d'activité pour les entreprises d'Ovar. Un grand nombre d'entreprises de la ville d'Ovar (située au nord du Portugal) ont pour environ 150 M€ de marchandises en stock, qui ne peuvent être expédiées en raison du confinement sanitaire de la ville qui est un foyer épidémique de Covid-19. Le maire de la ville a expliqué que la circulation des marchandises était, à ce stade, limitée aux produits de première nécessité.

Filières agricoles

• *Filière laitière*

Prix en baisse. Certains opérateurs, notamment les plus petits, ont déjà cessé leur activité. Néanmoins, à ce stade, les flux sont assurés sans difficulté, de la production à la distribution. Des entreprises de transformation ont revu leurs procédures de production en définissant des protocoles spécifiques et constatent une progression de leurs ventes, liée à la forte croissance de la cuisine à domicile.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Le ministre de l'Agriculture défend le secteur et l'importance de l'assouplissement des règles. La ministre de l'Agriculture, Maria do Céu Albuquerque, a estimé qu'il était prioritaire d'apporter des liquidités financières au secteur agricole, notamment aux entreprises et producteurs les plus affectés concernant leur capacité de production. Ainsi, elle considère qu'il est essentiel d'assouplir les engagements découlant du programme de développement rural (PDR) et de simplifier les exigences de contrôle de la PAC, notamment. Dans ce contexte, Maria do Céu Albuquerque a souligné que les États membres devraient avancer les paiements directs sans attendre le 16 octobre 2020.

Secteur forêt-bois

L'entretien de la forêt du Parc national de Peneda Gerês (nord du Portugal) se poursuit, malgré la crise sanitaire. C'est ce qu'ont annoncé les responsables de l'Association de développement de la région de Peneda Gerês. Les équipes en charge de ces missions bénéficient des mesures de prévention contre le Covid-19.

Pêche maritime et aquaculture

Le ministre portugais de la Mer, Ricardo Serrão Santos, mécontent des résultats du Conseil européen extraordinaire du 25 mars. Selon lui, l'UE devrait approuver des mesures pour soutenir l'arrêt temporaire de l'activité des flottes de pêche, mais la réunion des ministres de l'Agriculture et de la Pêche avec le Commissaire européen n'a abouti sur aucune décision en la matière. Il souligne que sans ces aides, le secteur portugais de la pêche artisanale ne survivra pas à cette crise. Le ministre a néanmoins salué la réponse rapide de la Commission européenne concernant la proposition de modification du FEAMP, mais la considère insuffisante compte tenu de la situation dans les ports de nombreux pays, dont le Portugal et l'Espagne. Le Portugal a pour sa part proposé l'adoption de nouvelles mesures : la possibilité de financer un fonds de garantie des salaires, basé sur le SMIC, jusqu'à 5 % du FEAMP disponible pour chaque pays, en vue de garantir aux pêcheurs des revenus de remplacement pendant l'arrêt d'activité ; une ligne de crédit nationale afin d'aider les entreprises de pêche, de transformation du poisson et d'aquaculture ; une augmentation de 5 % du montant des dépenses éligibles au FEAMP pour les plans de production et de commercialisation afin de permettre une compensation temporaire des pertes subies par le secteur.